

Déploiement Règlement 39.7 et 39.8 et RSN

Rencontre des répondants DSI-DSM

Par Teams le 14 septembre 2023

10 h 30 à 12 h

SUJETS	Compte rendu
1. Mot de bienvenue	Karine Labarre (KL) souhaite la bienvenue et invite Mme Marie-Joëlle Valiquette, Directrice des affaires juridiques et affaires professionnelles de l'Ordre des # nutritionnistes du Québec à se présenter.
2. Présentation de l'ordre du jour	<p>L'enregistrement est débuté.</p> <p>Ajouts proposés à l'ordre du jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Communication DPJ nationale relative au déploiement de la Règle de soins nationale • Formulaire pour l'enregistrement des médicaments et conformité avec Agrément Canada • Registre national • Modèle de lettre d'entente avec le milieu scolaire • Activités de soins confiées dans le cadre du programme SIPPE (Services intégrés en périnatalité et petite enfance)
3. Déploiement : points de suivi <ol style="list-style-type: none"> Questionnement Alimentation entérale (Invitée : Mme Marie-Joëlle Valiquette, Ordre des diététistes-nutritionnistes du Québec) Cadre de référence en santé scolaire- Suivi MEQ 	<p>a. Questionnement Alimentation entérale (Invitée : Mme Marie-Joëlle Valiquette, Ordre des diététistes-nutritionnistes du Québec)</p> <p>Mme Valiquette mentionne que les ordres et le MSSS se sont concertés en vue d'établir une interprétation commune relative à l'alimentation entérale et l'administration des médicaments par voie entérale puisqu'il y a eu plusieurs interprétations différentes qui ont circulé.</p> <p>Il est statué que l'alimentation entérale est un soin invasif pouvant être confié en vertu de l'article 39.7 du Code des professions. Les aides-soignants doivent donc respecter les conditions décrites au Règlement, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avoir complété la formation de 14 heures - Avoir reçu une formation spécifique au soin invasif - Être supervisé auprès de l'utilisateur puis autorisé par un professionnel habilité <p>Quant à l'administration des médicaments par voie entérale, cela fait référence à l'article 39.8 du Code des professions. Mme Valiquette précise que les nutritionnistes peuvent également administrer des médicaments par voie orale ou entérale, en cohérence avec la finalité de leur champ d'exercice. Par exemple, lors de l'évaluation d'une personne dysphagique. Les diététistes-nutritionnistes peuvent donc confier l'administration des médicaments pour ces deux voies (orale et entérale).</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>Parallèlement, K. Labarre mentionne avoir reçu l'accord du Ministère de la Famille pour rencontrer les services de garde au Québec. Nous profiterons de cette rencontre pour valider le besoin d'un guide pour l'alimentation entérale en soutien de cette activité de soins.</p> <p>b. Cadre de référence en santé scolaire- Suivi MEQ</p> <p>Des établissements qui ont eu accès au document afin de le valider ont demandé s'ils pouvaient le partager dans leur milieu. Karine Labarre précise que ce document n'est pas encore édité officiellement par le Ministère de l'Éducation et qu'il ne peut être partagé à ce stade-ci. La version en validation n'est pas la version finale.</p> <p>État de situation : La consultation du RSSS et celle de la direction des affaires juridiques du MSSS sont complétées. Une consultation des partenaires du réseau de l'éducation est en cours par le MEQ. Le MEQ souhaite rendre ce document public le plus rapidement possible.</p> <p>Nous vous transmettrons officiellement le cadre de référence en milieu scolaire au RSSS dès qu'il sera officiel.</p>
<p>c. Formation</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Accessibilité de la formation sur la plate-forme FCP-partenaires b. Formations offertes par différents organismes et centres de formation privés c. Résultats: Reddition de compte « Formation de formateurs » — P3 Données cumulatives, réouverture formulaires d. Reddition de compte « Formation des aides-soignants » — P5 Responsabilités, saisie simultanée e. État de situation : Formation pour habilitation des professionnels à confier des activités de soins (Co-Leaders : Amélie Lacroix et Sylvie Décarie) 	<p>a. Accessibilité de la formation sur la plate-forme FCP-partenaires</p> <p>Il y a eu un imbroglio lors de la communication ministérielle acheminée au RSSS quant à la disponibilité de la formation sur la plate-forme FCP-Partenaires. La formation n'avait pas été déposée. Nous vous confirmons qu'elle est disponible depuis juin dernier. Nous sommes désolés des inconvénients occasionnés par cette situation.</p> <p>b. Formations offertes par différents organismes et centres de formation privés</p> <p>Karine Labarre mentionne que les formations concernant les activités de soins confiés offertes aux entreprises par des centres de formation privés avant l'entrée en vigueur du nouveau Règlement ne sont plus reconnues. Rappelons que le nouveau Règlement précise que la formation obligatoire peut être donnée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les centres de services scolaires ou commissions scolaires - Les établissements du RSSS - Des formateurs autorisés par un centre de service scolaire ou commission scolaire <p>Les établissements qui ont des centres de formation privés sur leur territoire, devront communiquer avec eux pour leur faire part des nouvelles exigences de formation puisqu'ils ne pourront pas reconnaître les formations de ces centres de formation privés.</p> <p>Rappelons que les infirmières qui offraient des formations sur les activités de soins confiées dans ces centres de formation avaient développé leur propre contenu. Il ne s'agissait donc pas de formations standardisées. Ces centres de formation peuvent toutefois continuer d'offrir d'autres types de formation comme le RCR ou le PDSP. Précision que si ces centres de formation offrent les formations des programmes officiels du MEQ soit, le DEP ou l'AEP-RPA. Ces formations seront reconnues.</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p><u>INTERVENTIONS</u></p> <p>Mme Leboeuf (CISSS de la Montérégie Ouest) précise que plusieurs centres de formation privés sur leur territoire offrent également de la formation aux territoires limitrophes. Afin d'éviter plusieurs interventions distinctes, elle propose de recenser les établissements sur leur territoire.</p> <p>M. Thibault (CIUSSS de la Capitale-Nationale) mentionne qu'une agence privée également propriétaire d'une RPA dans la région de Portneuf forme elle-même leurs aides-soignants. Il se questionne sur la légitimité de l'établissement pour intervenir dans cette situation.</p> <p><i>K. Labarre précise que le Règlement précise les lieux pouvant offrir la formation en conséquence, la formation « maison » de cette agence ne peut pas être reconnue. Toutefois, s'il y a entente avec l'établissement, la supervision et l'autorisation peuvent être confiées à des infirmières de cette agence.</i></p> <p>c. Résultats reddition de compte « Formation de formateurs » formulaires 53800 — P3 : données cumulatives, réouverture formulaires</p> <p>K. Labarre mentionne que les consignes inscrites au guide du formulaire GESTRED 53800 et celles au bas du tableau dans le formulaire étaient contradictoires. L'une spécifiait que la donnée à la reddition de compte était cumulative alors que l'autre mentionnait que la donnée était celle de la période en cours.</p> <p>Ainsi, le MSSS a reçu des formulaires comprenant la donnée cumulative et d'autres avec la donnée pour la période demandée. Nous nous excusons pour cette confusion.</p> <p>Puisque le MSSS souhaite suivre la reddition de compte avec des tableaux Power BI, cela sera impossible dans la mesure où les données recueillies ne sont pas sur la même base. C'est pourquoi après discussion avec l'équipe ministérielle GESTRED, nous vous proposons de réouvrir les formulaires des établissements qui n'ont pas inscrit les données cumulatives. Cette réouverture se fera une journée précise afin de permettre à ces établissements d'y accéder au même moment. Les répondants sont en accord avec cette proposition. Une communication sera acheminée à cet effet aux établissements concernés.</p> <p>K. Labarre fait un rappel aux établissements quant à l'importance d'inscrire le nombre de formateurs distinct dans la colonne appropriée et d'indiquer des zéros lorsque requis afin de ne pas laisser de case vide.</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>d. Reddition de compte « Formation des aides-soignants » — P5 : Responsabilités, saisie simultanée</p> <p>Nous tenons à vous rappeler que la saisie simultanée dans GESTRED n'est pas possible. Il est donc important d'avoir un porteur par établissement responsable d'inscrire les données au formulaire pour les directions de programmes services clientèles.</p> <p>e. État de situation : Formation pour habilitation des professionnels à confier des activités de soins (Co-Leaders : Amélie Lacroix et Sylvie Décarie)</p> <p>Mmes Lacroix et Décarie présentent un état de situation des travaux en cours concernant l'élaboration de la formation nationale visant à habilitier les professionnels à confier des activités de soins. Elles rappellent l'objectif de la formation soit de soutenir les professionnels dans leurs questionnements et leur démarche clinique et en vue de confier des activités de soins.</p> <p>Il a été convenu avec le comité d'experts que la formation soit développée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^e partie tronc commun : Infirmières, infirmières auxiliaires, nutritionnistes et inhalothérapeutes - 2^e partie vignettes cliniques : celles-ci seront spécifiques aux différents professionnels <p>Il a été demandé que la 1^e partie soit accessible le plus rapidement possible. L'échéancier souhaité serait décembre. Elles remercient les collègues qui ont partagé le contenu développé au sein de leur établissement.</p> <p>QUESTION</p> <p>1- Il est demandé si cette formation sera obligatoire.</p> <p>K. Labarre précise que cette formation n'est pas obligatoire selon le cadre légal et réglementaire mais qu'elle est issue d'une demande des établissements afin d'éviter que chaque développe sa formation. Elle vise également à soutenir les établissements en raison de l'importante mobilité de main-d'œuvre dans le RSSS.</p> <p>2- Mme Marchiori du CISSS de Lanaudière mentionne que les autres professionnels de l'équipe interdisciplinaire se questionnent par rapport au cadre légal et à leur implication. Elle se demande si la formation sera accessible aux autres professionnels afin qu'ils puissent en être informés.</p> <p>K. Labarre mentionne que les autres professionnels ne peuvent pas confier les activités de soins et donc, s'ils existent des activités, ils doivent répondre aux mêmes conditions que pour les aides-soignants. Elle rappelle qu'il s'agit d'une formation pour habilitier les professionnels à confier des activités. L'on pourra examiner les autres besoins de formation afin d'assurer la meilleure réponse possible. Amélie propose que le tronc commun soit accessible à tous, et ce, même si ces professionnels ne sont pas le public cible. K. Labarre assurera le suivi de cette</p>

SUJETS	Compte rendu
	proposition auprès de l'équipe de la FCP.
<p>5. Activités de soins confiées</p> <p>a. Installation d'un cathéter à demeure et MSI (S. Bouchard, CIUSSS SLSJ)</p> <p>b. Préparation d'un Dispill sonore par un aide-soignant et formulaire de directives RSN (C. Rivest, CIUSSS MCQ)</p>	<p>a. Installation d'un cathéter à demeure et MSI (S. Bouchard, CIUSSS SLSJ)</p> <p>Mme Bouchard a rapporté au MSSS que la MSI n-p pour l'installation d'un cathéter intermittent est accessible mais que celle pour l'installation d'un cathéter à demeure ne l'est pas. K. Labarre précise que ce n'est pas parce qu'une MSI n'est pas élaborée pour les non professionnels que le soin ne peut pas être confié.</p> <p>Le suivi de cette demande a été effectué auprès de l'équipe des MSI laquelle a confirmé que cette méthode de soins pour les non-professionnels est en cours d'élaboration. Les établissements seront informés lorsqu'elle sera disponible.</p> <p>b. Préparation d'un Dispill sonore par un aide-soignant et formulaire de directives RSN (C. Rivest, CIUSSS MCQ)</p> <p>Mme Rivest adresse une question aux répondants concernant la préparation de Dispill sonore. Elle rapporte l'émergence de l'utilisation de ce type de Dispill à domicile. Les usagers qui utilisent ce type de dispill sont habituellement en distribution des médicaments. Il s'agit d'un rappel sonore au moment de la prise de médication. Dans ce contexte, elle se demande si les ASSS pourraient remplir le Dispill sonore.</p> <p>Line Allaire se questionne à savoir si mettre les médicaments dans un Dispill sonore constitue de la préparation de médicaments. Néanmoins, elle affirme que son établissement ne le permettrait pas à moins que la RSN le permettrait. K. Labarre précise que la RSN précise les balises d'encadrement pour l'administration des médicaments mais qu'ici il s'agit d'usagers en distribution des médicaments. Toutefois, même s'il s'agit de la distribution des médicaments, les répondants sont hésitants à permettre à un ASSS de remplir ces Dispill.</p> <p>Mme Rivest rapporte un enjeu quant à l'espace prévu à l'inscription des directives sur les formulaires de la RSN :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sylvie Décarie mentionne qu'au CIUSSS du Centre Sud de l'Île de Montréal, ils ont mis le formulaire sur 4 pages afin d'insérer davantage de lignes. - Mme Chan du CIUSSS du Centre Ouest de l'Île de Montréal rapporte qu'ils ont mis les formulaires en format dynamique ce qui permet d'avoir plus de flexibilité avec les espaces selon l'information à y inscrire. - Manon Dinel du CISSS des Laurentides rapporte des problèmes avec l'utilisation du formulaire, notamment lors d'un changement à apporter. Elle mentionne que tout le formulaire doit être refait lors d'une modification à une prescription. Elle rapporte aussi qu'il manque des informations au niveau des activités d'évaluation. Elle se demande si le MSSS prévoit une mise à jour des formulaires. <p>K. Labarre mentionne que la RSN a été élaborée en collaboration des conseillères-cadres du RSSS et ces problématiques n'ont pas été soulevées lors de la validation avec le RSSS. Or, elle précise que des éléments de la RSN devront être réajustés en raison des modifications réglementaires et que l'on pourra profiter de l'occasion</p>

SUJETS	Compte rendu
	pour améliorer des éléments dans les formulaires sans pour autant les revoir complètement puisque les établissements ont mis beaucoup d'efforts pour les rendre officiels.
<p>d. Varia</p> <ul style="list-style-type: none"> a. MSI et pansement mousse b. Suivi lettre ARIIHQ c. Questionnement centres de formation professionnels d. Stratégies de supervision directe en RI-RTF et SAD + formulaire administration des médicaments réguliers (Mme Chan CIUSSS, COMTL) e. Délai entre formation et supervision (M. Rouleau, CISSS Côte-Nord) f. Logiciels d'administration des médicaments- État de situation des travaux en cours (G. Thibault, CIUSSS CN) g. DPJ nationale et CRJDA (M. Rouleau, CISSS Côte-Nord) h. Registre national perspective i. Modèle lettre d'entente avec le milieu scolaire j. Programme Services intégrés périnatalité et petite-enfance (famille vulnérable) 	<p>Ces points ont été abordés lors d'une rencontre spéciale qui s'est déroulée le 28 septembre 2023.</p> <p>a. MSI et pansement mousse</p> <p>K. Labarre a reçu un questionnaire de l'équipe des MSI du CESSS afin de savoir si les établissements autorisent de confier les pansements de type mousse aux aides-soignants. La MSI des non-professionnels sur l'application d'un pansement sec comprend également l'application d'un pansement mousse. L'équipe des MSI a considéré les données les plus récentes de <i>Wound Canada</i>.</p> <p>Nous souhaitons connaître si les établissements confient ce type de pansement aux aides-soignants.</p> <p>Réponses des établissements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des conseillères en soins y voient un risque accru puisque ce type de pansement préserve un milieu humide; - On rapporte que l'INESSS n'identifie pas ce type de pansement comme un pansement sec protecteur. Le CISSS du Bas-Saint-Laurent a questionné l'INESSS à cet effet et est en attente d'un suivi; - D'autres rapportent qu'il s'agit d'un pansement effectué dans le cadre d'un soin avancé de plaie et qu'il est très coûteux pour les usagers. Ils ne sont pas à l'aise de confier ce type de pansement aux aides-soignants. - Les établissements refusent de confier ce type de pansement qui n'est pas considéré comme étant un pansement sec protecteur; - Aucun établissement n'a mentionné vouloir confier ce type de pansement; <p>b. Suivi lettre ARIIHQ</p> <p>Retour sur la communication acheminée par l'ARIIHQ à ses membres. Il y était affirmé que la supervision et l'autorisation se faisaient maintenant de façon indirecte avant que les aides-soignants puissent le faire dans leur milieu. Or, le MSSS apportera une nuance à cet effet lors de la prochaine rencontre avec l'ARIIHQ afin de leur préciser que les modalités de supervision et d'autorisation sont déterminées par les établissements. Il ne s'agit donc pas d'une obligation de procéder de cette façon pour les établissements. L'orientation du MSSS et des ordres est de préconiser la supervision et l'autorisation auprès des usagers lorsque le contexte le permet. K. Labarre a effectué un suivi auprès des directions ministérielles responsables des RI-RTF en ce sens.</p> <p>Concernant le financement des formations, des modalités ont été convenues par le MSSS. Pour toutes questions relatives au financement des formations pour les RI-RTF, nous invitons les répondants DSI à communiquer avec les répondants RI-RTF de leur établissement.</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>c. Questionnement centres de formation professionnels (CFP)</p> <p>Lorsque les modifications réglementaires seront en vigueur, la supervision et l'autorisation pour les voies d'administration autres que les voies sous-cutanées pour l'insuline et entérale pourraient se faire par des professionnels autorisés des CFP. Toutefois, la supervision et l'autorisation ne peuvent être effectuées pendant le 14 heures de formation. Elle doit se faire après celle-ci.</p> <p>Bien que cela soit possible, le MSSS ne préconise pas la supervision et l'autorisation par les CFP puisque ce sont les établissements qui sont responsables d'assurer la qualité et de la sécurité des activités de soins confiées aux aides-soignants.</p> <p>d. Stratégies de supervision directe en RI-RTF et SAD + formulaire d'administration des médicaments réguliers</p> <p>Mme Chan du CIUSSS Centre Ouest de l'Île de Montréal adresse aux collègues un questionnaire concernant les stratégies de supervision et d'autorisation auprès des usagers des établissements au SAD et en RI-RTF. Ce modèle de supervision est celui préconisé par son établissement.</p> <p>Réponses des répondants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ajout de ces activités à la route de travail des infirmières et des infirmières auxiliaires attitrées aux RPA. Cela peut également se faire via la téléconsultation. (CIUSSS Mauricie Centre-du-Québec) - Des installations ont libéré des infirmières auxiliaires qui sont dédiées à la supervision et à l'autorisation des aides-soignants. Cette modalité est celle préconisée sur tout le territoire. (CISSS Bas-Saint-Laurent) - Équipe dédiée composée d'infirmières retraitées (CISSS Chaudière-Appalaches). <p>Le MSSS précise que seules les infirmières retraitées qui ont un permis d'exercice conforme peuvent assurer la supervision et l'autorisation auprès des usagers.</p> <p>Autre question de Mme Chan concernant l'utilisation des formulaires de la RSN et les médicaments à risque élevé afin d'être conforme à l'Agrément Canada. Elles rapportent que ces médicaments sont inclus dans les alvéoles et les sachets et que la distinction n'est pas possible.</p> <p>Réponses des répondants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au CIUSSS du Nord de l'Île de Montréal, on mentionne que ces médicaments sont distribués dans des sachets distincts en RI et RPA. - Au CIUSSS de l'Ouest de l'Île de Montréal, ces médicaments sont également distribués séparément. - Il est suggéré que la directive soit donnée pour l'ensemble du contenu de l'alvéole.

SUJETS	Compte rendu
	<p>e. Délai entre la formation et la supervision (M. Rouleau, CIUSSS Côte-Nord)</p> <p>Mme Rouleau se demande si des établissements ont établi des délais entre le moment de la formation et la supervision et ce, même si aucun délai n'est prescrit légalement.</p> <p>Les établissements n'ont pas établi de délai fixe. La règle du plus tôt possible s'applique. On rapporte que deux à trois semaines de délai sont visées.</p> <p>f. Logiciels d'administration des médicaments- État de situation des travaux en cours (G. Thibault, CIUSSS CN)</p> <p>État de situation des travaux en cours par le CIUSSS de la Capitale-Nationale. Travail en cours avec la compagnie Domédic pour le logiciel XPILLPRO. Le travail consiste à avoir une interface dans le logiciel afin que les infirmières puissent y indiquer leurs directives. La compagnie a développé un formulaire similaire à celui de la Règle de soins nationale. Les aides-soignants pourront confirmer directement dans l'application lorsqu'ils administrent des médicaments. L'enjeu vise la communication entre le logiciel et le système informatisé de l'établissement.</p> <p>M. Thibault se demande comment cela se déroule dans les autres régions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le CIUSSS du Centre Sud de l'Île de Montréal voit apparaître le logiciel XPILL PRO dans les ressources et se demande si les infirmières et les infirmières auxiliaires examinent les consignes des pharmaciens sur la tablette des aides-soignants; - Travaux en cours avec les compagnies qui ont élaboré des logiciels d'administration des médicaments mais également avec les pharmaciens communautaires qui n'ont pas reçu d'information sur le Règlement. Problématique particulière soulevée en lien avec les FADM et l'administration de PRN (CIUSSS Mauricie Centre-du-Québec); - J. Laplante du CIUSSS de la Montérégie Est précise qu'il y a eu plusieurs informations communiquées aux pharmaciens via l'info lettre La Dépêche acheminée par l'Ordre des pharmaciens du Québec. Elle souhaite que l'on aborde en rencontre avec le MSSS la trajectoire de communication aux pharmaciens communautaires. - Concernant la documentation des directives infirmières dans les lieux partenaires, <p>K. Labarre propose d'organiser une rencontre spécifique sur le sujet afin d'aborder les enjeux rencontrés avec les pharmacies communautaires ainsi que ceux relatifs aux logiciels d'administration des médicaments. Les répondants accueillent favorablement cette proposition. K. Labarre assurera un suivi auprès de la Direction des affaires pharmaceutiques et du médicament afin qu'un représentant se joigne à nous pour cette</p>

SUJETS	Compte rendu
	<p>rencontre.</p> <p>g. DPJ national en attente confirmation CR jeunesse (M. Rouleau, CISSS Côte-Nord)</p> <p>Ce point sera repris lors de la prochaine rencontre des répondants DSI-DSM. Nous expliquerons la récente communication ministérielle acheminée aux DPJ et DPJe.</p>
<p>a. Planification de la prochaine rencontre répondants DSI-DSM</p>	<p>La prochaine rencontre régulière se tiendra fin octobre ou début novembre.</p>

Direction des soins et services infirmiers

Direction générale adjointe des affaires professionnelles et de la santé numérique

2023-10-25 KL